



PREFET DE L'AUBE

Arrêté n°BECP2018275-0002

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société VESTRA GROUPE sur l'ancien site SOROTEX
Commune de ROMILLY-SUR-SEINE

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Le Préfet de l'Aube,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles R. 512-39-1, L.171-8 ;
- VU** l'arrêté préfectoral de remise en état et surveillance des eaux souterraines n° 08-1061 du 11 avril 2008 du site de Vestra Groupe - Ancien site SOROTEX à ROMILLY-SUR-SEINE ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°SATCPP-BCI-2017-247-0030 du 4 septembre 2017 portant délégation de signature à madame Sylvie CENDRE, secrétaire générale de la préfecture de l'Aube ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées suite à la visite du 5 juillet 2018, auquel était annexé le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 31 août 2018 à l'exploitant, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses remarques sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;
- VU** l'absence de remarques de l'exploitant sur ce projet d'arrêté de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que la société Vestra Groupe a déclaré la cessation de l'activité du site de SOROTEX à ROMILLY-SUR-SEINE le 10 mai 2000, que ladite société a été mise en liquidation le 3 décembre 2002, est à ce titre représentée par Mme Fabienne JENNER en sa qualité de mandataire judiciaire, domiciliée Parc d'Activités d'Eckbolsheim, 5 rue des Frères Lumière, 67087 STRASBOURG CEDEX 2 et que celle-ci reprend les obligations légales de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT l'article R.512-39-1 alinéa II du code de l'environnement susvisé qui prescrit :

« II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, « la gestion des déchets » présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. »

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté le 5 juillet 2018 :

- la présence de déchets inertes (gravats, tuiles, canalisation), non inertes (bois) et potentiellement dangereux (fibres isolantes pouvant contenir de l'amiante et présence possible de fluide frigorigène dans les climatiseurs encore présents sur site) ;
- que les clôtures du site n'étaient plus intègres et permettaient le libre accès au site à pied et en véhicule ;
- la présence sur site de matériaux inflammables (bois et autre déchets : fibres isolantes) ;

CONSIDÉRANT que les manquements exposés ci-avant sont susceptibles d'accroître la probabilité et la gravité d'un incendie, le risque d'accident et d'exposition de tiers aux pollutions reconnues sur le site ;

CONSIDÉRANT l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°08-1061 du 11 avril 2008 susvisé qui prescrit :
« La remise en état du site consistera en :

1 – Sources n°1 et 1B : la suppression du risque de contact direct entre les usagers du site et les terres polluées par le biais de l'une des deux solutions suivantes ou leur combinaison :

- *le recouvrement des terres polluées par un dispositif avertisseur (type filet, bâche, ...) et une épaisseur minimale de 50 cm de terre végétale propre,*
- *l'excavation des terres polluées par des métaux et des hydrocarbures et leur confinement sur le site ou leur élimination hors site, dans les conditions prévues à l'article 4 ci-dessous.*

2 – Sources n°2 et 3 : l'excavation et le confinement sur site ou l'élimination hors site des terres polluées par des hydrocarbures conformément à l'article 4 ci-dessous. »

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté le 5 juillet 2018 qu'aucun travaux de remise en état du site prescrit n'a été entrepris ;

CONSIDÉRANT l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°08-1061 du 11 avril 2008 qui prescrit :

« L'excavation des terres polluées des sources n°1, 1b, 2 et 3 permettra d'atteindre des objectifs de dépollutions soumis à l'approbation préalable de l'inspection des installations classées avec tous les éléments de justifications nécessaires (fond géochimique local, calculs de risques...).

Après excavation, une analyse des teneurs résiduelles pour chacune des substances initialement présentes à des concentrations supérieures aux objectifs de dépollution devra être réalisée en fonds et en flancs de fouilles afin de vérifier l'atteinte de ces objectifs. Le maillage prévisionnel de ces prélèvements et analyses sera communiqué pour approbation préalable à l'inspection des installations classées.

Les terres excavées feront l'objet soit d'un confinement sur site, dans une zone réservée à cet effet et conçue afin de supprimer tout risque de transfert des substances polluantes de la zone de confinement vers l'extérieur soit d'une élimination hors site, dans un établissement régulièrement autorisé à cet effet. Un dossier de présentation de la zone de confinement envisagée devra être transmis pour approbation préalable à l'inspection des installations classées avec l'ensemble des éléments relatifs à :

- *la conception : localisation, dimensionnement, confinement...*
- *la surveillance de son impact sur l'environnement : mise en place de piézomètres de contrôle de l'efficacité du confinement, programme et fréquence des analyses...*
- *le maintien dans le temps : entretien, servitudes ... »*

CONSIDÉRANT qu'aucun dossier de présentation de la zone de confinement envisagée n'a été remis à l'inspection des installations classées pour approbation par cette dernière avant intervention et qu'aucun des travaux prescrit n'a été engagé ;

CONSIDÉRANT l'article 9 de l'arrêté préfectoral n°08-1061 du 11 avril 2008 qui prescrit :
« La société VESTRA GROUPE mettra en place une surveillance trimestrielle des eaux souterraines à partir des piézomètres F2 à F6 et F10 existants sur le site et de trois ouvrages de contrôle au minimum implantés à l'extérieur et en aval hydraulique du site ; leur implantation devra être soumis à l'avis préalable de l'inspection des installations classées.

.....

Les prélèvements et analyses seront réalisés par un laboratoire agréé. Le rapport de ces analyses sera transmis à l'inspection des installations classées dès sa réception avec les commentaires qu'il appelle. Il comprendra notamment une esquisse piézométrique ainsi qu'une courbe d'évolution des concentrations des substances analysées. »

CONSIDÉRANT que depuis décembre 2012, les rapports d'analyse permettant la surveillance trimestrielle des eaux souterraines n'ont plus été transmis à l'inspection des installations classées et que le 5 juillet 2018 l'exploitant a confirmé ne plus réaliser cette surveillance depuis janvier 2013 ;

CONSIDÉRANT que les manquements aux obligations de l'arrêté préfectoral n°08-1061 du 11 avril 2008 sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient par conséquent de mettre en demeure l'exploitant de satisfaire à ses obligations en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement susvisé ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture du département de l'Aube,

A R R Ê T E

Article 1^{er} – Mise en demeure

La société VESTRA GROUPE sur l'ancien site SOROTEX à ROMILLY SUR SEINE, représenté par madame Fabienne JENNER, en sa qualité d'administrateur judiciaire, domiciliée Parc d'Activités d'Eckbolsheim, 5 rue des Frères Lumière, 67087 STRASBOURG CEDEX 2, est mise en demeure, pour l'établissement précédemment cité :

- de respecter l'article R.512-39-1 alinéa II sous un délai de 2 mois ;
- de respecter les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°08-1061 du 11 avril 2008, sous un délai de 6 mois, en transmettant le « *dossier de présentation de la zone de confinement* » prescrit. Ce dossier sera appelé « Plan de Gestion mis à jour » ;
- de respecter les prescriptions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral n°08-1061 du 11 avril 2008 sous un délai de 2 mois ;
- de respecter les dispositions de l'article 3 et les prescriptions concernant les travaux de remise en état prescrits à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 08-1061 du 11 avril 2008 sous un délai de 12 mois.

Article 2 : Sanctions

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, à savoir le tribunal administratif de CHÂLONS EN CHAMPAGNE par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Article 4 : Notification

Le présent arrêté sera notifié à Mme Fabienne JENNER en sa qualité d'administrateur judiciaire de la société VESTRA GROUPE sur l'ancien site SOROTEX à ROMILLY SUR SEINE.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de ROMILLY-SUR-SEINE et mise à disposition de toute personne intéressée.

Article 5 : Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Aube, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ainsi que monsieur le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le 2 OCT. 2018

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale


Sylvie CENDRE